

Crise de la dette : les leçons de l'Argentine pour la Grèce

mardi 13 septembre 2011, par [KATZ Claudio](#) (Date de rédaction antérieure : 7 septembre 2011).

Sommaire

- [Des sauvetages semblables](#)
- [Des impacts différents](#)
- [Le cercle vicieux de l'ajustement](#)
- [Inutilité des refinancements](#)
- [Trois enseignements](#)
- [Les chemins de la relance](#)
- [Le même soulèvement](#)

Les comparaisons de l'exemple argentin avec l'effondrement grec sont désormais incontournables. Les analystes tentent d'évaluer si les mesures adoptées par le premier pays amélioreraient ou au contraire aggraveraient la situation du second. Cette évaluation s'étend généralement à d'autres nations de la périphérie européenne comme le Portugal et l'Irlande. Les mouvements sociaux sont eux préoccupés par autre chose : quel enseignement l'expérience latino-américaine peut-elle apporter dans la bataille contre l'ajustement ?

Des sauvetages semblables

La Grèce subit le même drame que l'Argentine une décennie auparavant. Le gouvernement de l'Alliance [1] assurait la continuité des politiques néolibérales de Menem tandis que l'endettement explosif de l'Etat le poussait au bord de la cessation de paiements. Au cours des années 1990, la dette est passée de 84 à 147 milliards de dollars et le paiement des intérêts asphyxiait les finances publiques. Ces transferts au titre du service de la dette représentaient 3 fois les dépenses courantes, 6 fois celles liées à l'assistance sociale et 23 fois les montants destinés aux plans d'aide à l'emploi.

Des refinancements d'urgence avaient lieu périodiquement pour éviter le défaut de paiement. Les échéances étaient repoussées avec des crédits à taux usuraires (lors des processus connus comme « *blindajes* » [2] et avec des échanges désespérés de titres pour postposer les paiements (« *mega-canje* » [3]. Les créanciers intégraient le caractère non viable de ces opérations entraînant le maintien du « risque pays » - qui mesure la vulnérabilité du débiteur - à des niveaux exorbitants [4].

La Grèce s'achemine vers le même précipice avec un endettement total par rapport au PIB semblable à l'Argentine de l'époque et le recours aux mêmes plans pour venir en aide aux créanciers. Elle a accepté l'année dernière des mesures de sauvetage pour échapper à l'étranglement du au manque de liquidités et elle a à faire face aujourd'hui à une crise majeure d'insolvabilité.

Ce même contexte conduisit il y a dix ans l'Argentine à la catastrophe sociale (54% de pauvres, 35% de chômeurs et la famine pour les plus démunis). La régression sociale s'accroissait à chaque fois

que le gouvernement voulait démontrer sa capacité de paiement aux créanciers. Les salaires ont été diminués et les impôts directs augmentés, ce à quoi il faut ajouter de nombreuses diminutions du budget de l'éducation et les élévations successives de l'âge de la retraite.

Les politiques grecs répètent les mêmes attaques : au cours de l'année écoulée, l'emploi public a diminué de 20%, les pensions ont baissé de 10%, la TVA a été augmentée et la santé et l'éducation ont été détruites sans ménagement.

Il y a 10 ans le gouvernement argentin avait déjà réalisé la majorité des privatisations de biens publics (compagnies pétrolière, d'électricité, de téléphonie et de gaz) et promettait d'accélérer les privatisations prévues (Banque nationale, entreprises publiques dans les différentes provinces, loterie, universités).

En Grèce, se préparent aujourd'hui les derniers détails d'un bradage massif des biens de l'Etat (Poste, ports, entreprises d'eau). Seule l'Acropole est pour l'instant exclue de cette grande braderie que certains capitalistes allemands voudraient étendre à des îles grecques.

Les mêmes fonctionnaires du FMI qui rédigent actuellement les mémorandums pour la Grèce, dirigeaient il y a une décennie des inspections périodiques dans le Cône Sud et sélectionnaient les actifs à mettre entre les mains des créanciers. Les mêmes sessions d'urgence du Parlement avaient lieu pour approuver des ajustements et une agence analogue avait même été imposée par le FMI pour contrôler la perception des impôts.

En Grèce, la stratégie des créanciers suit le même scénario. Il s'agit de récupérer tous les fonds possibles en reportant tous les sacrifices sur la population et en transférant des titres dévalorisés aux Etats. Cela leur permet d'assainir leurs bilans et de réduire les pertes occasionnées par l'impossibilité du recouvrement.

En Argentine, ce processus d'accaparement des ressources a duré plusieurs années avec des cycles d'interruption et de reprise des paiements. Alors qu'elles négociaient avec les gouvernements successifs, les banques obtenaient des flux élevés d'effectifs à travers la fuite illégale de capitaux. Depuis cette époque, les fonds expatriés représentent encore bien plus que la dette publique du pays.

Les financiers ont obtenu des bénéfices juteux au cours du processus de refinancement. Deux initiatives du gouvernement américain de restructuration des titres latino-américains leur ont en particulier permis de faire des bénéfices importants. Avec le Plan Baker, ils ont allégé la charge pesant sur les banques commerciales les plus exposées ; puis le Plan Brady leur a permis de compléter cet assainissement de leurs portefeuilles associant les fonds d'investissements à la mise sur pied d'un marché secondaire pour les titres problématiques. Les banques ont récupéré leurs bénéfices en comptabilisant dans leurs bilans les titres dégradés à leur valeur d'origine et en transférant les titres dont le recouvrement serait le plus difficile à des détenteurs marginaux.

Les entités du Vieux Continent essaient aujourd'hui de mettre en œuvre la même stratégie de restructuration. En mai 2010, un Fonds de stabilisation a été créé pour permettre le rachat par la Banque centrale européenne des titres concernés par la suspension de paiement avec des subsides élevés sur les taux d'intérêt.

Certains experts argentins qui avaient suivi de près ce même processus il y a 10 ans confirment la similarité de ces deux opérations mais ils estiment également que la situation actuelle des banques est beaucoup plus grave [5].

Des impacts différents

La crise grecque est plus explosive que son précédent argentin en raison de l'ampleur des déséquilibres. Avec des pourcentages de passif total similaires, le déficit budgétaire de la Grèce est de 10,5% alors qu'il n'était que de 3,2% pour l'Argentine.

Les différences liées à la situation des créanciers sont encore plus significatives. Alors que les créanciers de l'Argentine ont disposé de plusieurs années pour « se refaire », les banques grecques mènent une course contre la montre en ce sens. Lorsque le défaut de paiement a eu lieu en Argentine, la majorité des banques avait déjà transféré leurs avoirs. C'est la raison pour laquelle le FMI a toléré la cessation de paiements. En revanche, la BCE rejette cette possibilité car les entités financières allemandes et françaises qui ont opéré des placements en Grèce sont toujours confrontées au problème des titres toxiques qu'elles possèdent dans leurs portefeuilles [6].

De plus, il existe une inégalité majeure dans la gestion des deux crises. La dette argentine était gérée par une équipe du FMI étroitement supervisée par les Etats-Unis. Le passif grec est en revanche sous contrôle d'une BCE qui dispose de peu d'expérience de ce genre de situation. La Commission politique qui contrôle ce processus n'a qu'une faible autorité et n'agit pas face à un Etat européen unifié. Elle a démontré une faible capacité d'arbitrage pour trancher, par exemple, les divergences qui opposent l'Allemagne à la France [7].

Les deux puissances étaient au début d'accord de faire intervenir leur Trésor public pour venir en aide à toutes les entités financières affectées jusqu'en 2013. Néanmoins, le rythme vertigineux de la crise oblige à accélérer l'absorption par l'Etat des pertes et à introduire une pénalisation partielle pour les banques. L'Allemagne est consciente qu'un sauvetage mené uniquement avec des fonds publics risque d'entraîner une catastrophe budgétaire. Elle réclame donc une participation des entités financières dans les opérations de sauvetage (sur leurs propres finances). La France s'oppose à cette sanction en invoquant le risque d'une décapitalisation de ces institutions.

Après de nombreuses escarmouches, un nouvel accord a finalement pu être trouvé pour financer le second paquet de « sauvetage » pour la Grèce. Ce programme suppose un engagement limité des banques pour traiter certaines pertes à travers un agenda volontaire d'échanges de titres à côté d'une nouvelle extension du fonds européen de sauvetage (FESF). Cette intervention permettra la mise en œuvre de nouvelles opérations destinées à la revalorisation des titres grecs (rachats, garanties, crédits).

Mais le fond du problème n'est pas résolu et les manœuvres destinées à savoir qui paiera les pots cassés se font surtout par les chantages exercés par les banques au moyen des agences de notation. Les conflits s'étendent entre les groupes de créanciers les plus exposés (qui acceptent l'introduction d'un impôt général pour pallier aux déséquilibres) et les financiers moins affectés qui rejettent cette contribution.

La crise argentine n'a jamais présenté un tel caractère dramatique. Des analystes rappellent le choc du « corralito » [8] et évaluent la possibilité qu'il se reproduise aujourd'hui. Au plus fort de leur crise en 2001, les banques argentines enregistrèrent un retrait massif de fonds que le gouvernement chercha à stopper en réquisitionnant les petites épargnes. Cette forme d'expropriation suscita un énorme émoi, mais sans déborder des frontières nationales.

La dette grecque est quant à elle étroitement liée au système financier européen et est libellée en euros. C'est la raison pour laquelle une hémorragie de retraits pourrait avoir une portée immédiate sur tout le continent. Les banques du Vieux Continent ne sont pas seulement confrontées au cauchemar de la dette publique mais elles ont de plus à faire face à de graves problèmes

d'insolvabilités d'entreprises. Ce danger n'a pas été dissipé par les « preuves de résistance », sorte de stress test mis en place récemment pour simuler des situations de faillites. Cela préoccupe de nombreux experts du FMI qui comparent le scénario en cours avec le précédent argentin [9].

Le fond du problème réside dans le fait que la crise grecque se déroule dans le contexte d'un endettement d'Etat critique dans tout le Premier monde [10]. Les passifs de la France, de l'Allemagne, du Japon et des Etats-Unis - qui représentent respectivement 81%, 80%, 220% et 91% du PIB de ces pays - empêchent la gestion de la dette de la périphérie européenne avec la même tranquillité que dans le cas argentin. Si à cette époque là, la dette était seulement un brasier pour les économies dépendantes, elle est devenue aujourd'hui une bombe à retardement placée au cœur des pays capitalistes avancés.

Le cercle vicieux de l'ajustement

Comme ça avait été le cas en Argentine en 2001, les insultes des gouvernements de droite pleuvent contre les Grecs. Ils présentent cette communauté comme un ensemble de feignants qui ont trompé les banques et dilapidé les énormes crédits reçus grâce à la bonne volonté des créanciers. Les fonctionnaires étasuniens de l'administration Bush diffusaient les mêmes fables afin de jeter le discrédit sur les Argentins.

Les médias dominants mènent campagne en propageant la croyance absurde que les Grecs jouissent d'un niveau de vie enviable sur le dos du Nord de l'Europe. Rien ne vient corroborer ce mythe puisque tous les indicateurs sociaux témoignent du caractère défavorisé de la Périphérie de la région [11].

Avec cette inversion de la réalité, la propagande réactionnaire prétend démontrer que le refinancement de la dette grecque constitue une « aide de la communauté internationale » à l'associé qui s'est fourvoyé dans une mauvaise voie. Il en était de même vis-à-vis de l'Argentine. Ceux qui financent par le chômage, la pauvreté et la dégradation des salaires la survie des financiers sont présentés comme des profiteurs de la charité mondiale.

Ces caricatures masquent la manière dont les gouvernements viennent en aide aux capitalistes français et allemands qui, au cours des dernières décennies, ont fait d'énormes bénéfices sur les excédents générés en Europe du Sud. Les grandes entreprises étrangères actives en Argentine faisaient le même type de bénéfices au cours de la période de la principale réorganisation néolibérale. Ils ont d'abord affaibli l'industrie nationale à travers l'ouverture commerciale et se sont ensuite appropriés des portions croissantes du marché local.

La Grèce a subi le même type de dégradation après l'adoption de l'euro et l'entrée dans l'Union Européenne. Cette économie fragile a été livrée à la merci de la puissante compétitivité allemande et du déficit commercial qui en a résulté, financé par un endettement croissant [12].

En réalité, aucun pays de la périphérie européenne ne peut résister à la supériorité dévastatrice des économies plus avancées qui ont profité de la création d'un marché continental unifié pour renforcer leur hégémonie. L'explosion des dettes privées des ménages et les bulles immobilières qui ont affecté les pays les plus vulnérables ont été alimentées par les excédents industriels des économies les plus puissantes. Comme l'Euro facilite particulièrement les affaires des industriels allemands, ce secteur se prononce actuellement pour le maintien de la Grèce dans l'Euro et est même favorable à un type de Plan Marshall destiné à financer de futures importations.

Si ces asymétries entraînent la fracture de la Zone Euro, on assistera alors à une répétition de ce qui

s'est passé en Argentine, et dans d'autres économies latino-américaines, qui ont souffert dans leur chair les déséquilibres typiques de la relation centre-périphérie.

Les néolibéraux omettent ces déséquilibres lorsqu'ils exigent de plus grands sacrifices vis-à-vis des Grecs. Ils affirment que ces souffrances permettront de « récupérer la confiance des investisseurs » et de relancer à nouveau l'économie. Merkel répète cela chaque jour sans préciser quand l'ajustement prendra fin. Ces économistes se bornent à prévoir que la Grèce pourra à un moment donné sortir la tête de l'eau à condition de maintenir le corset de l'Euro et d'accepter les sacrifices déflationnistes.

Cette vision rappelle également ce qui s'est passé en Argentine. Il y a dix ans, l'économie de ce pays se trouvait pieds et poings liés à un régime de stricte convertibilité avec le dollar qui entraînait la diminution des recettes pour assurer le paiement de la dette. Lorsque ce système a éclaté, les ultra libéraux ont proposé de le renforcer via une dollarisation complète (comme en Equateur ou au Panama). Il s'agissait de mettre fin à la monnaie nationale pour retirer à l'Etat le dernier recours qu'il lui restait pour contrecarrer l'ajustement déflationniste.

Les partisans de cette solution mettaient en avant les mêmes arguments qui circulent actuellement en Grèce pour maintenir à tout prix la soumission à l'Euro. Ils affirmaient que la dollarisation assurait la confiance dans la monnaie et l'afflux consécutif de capitaux externes requis pour refinancer la dette. Avec l'effondrement de la convertibilité, cette fantaisie est tombée aux oubliettes.

Il est évident que la politique déflationniste pousse n'importe quel pays vers l'abîme. Le PIB grec s'est effondré depuis le début de la crise et a connu une nouvelle chute de 5,5% au premier trimestre de cette année. Il est tout à fait opportun de rappeler que la récession argentine s'est poursuivie pendant 4 ans et que le PIB a chuté de 11% en raison de taux d'intérêt exorbitants qui frustraient toute tentative de réactivation.

Les néolibéraux ne peuvent actuellement présenter aucun scénario crédible de sortie de crise car les modèles qu'ils promeuvent sont moribonds. Personne ne se souvient des éloges qu'ils prodiguaient à l'Argentine au cours des années 1990, mais on se souvient mieux de ceux adressés au « modèle irlandais ». Ce dernier pays est passé par tous les calvaires qui sont actuellement imposés à la Grèce.

En Irlande, tous les grands secteurs de l'économie - de l'énergie aux télécommunications - ont été privatisés et on peut constater les conséquences de toutes les dérégulations promues par l'orthodoxie économique : faillites de banques, sauvetages par l'Etat, déficit fiscal et une nouvelle séquence de suppressions d'emplois, baisses des salaires et augmentation des impôts indirects [13]. Le Portugal s'achemine également vers la même issue au fur et à mesure qu'un gouvernement conservateur tente de donner satisfaction aux banquiers en élevant sans cesse le niveau des attaques anti-sociales. Un Plan de sauvetage a déjà été mis en place au Portugal, qui se retrouve à nouveau sans réserves et qui négocie les échéances avec la corde que les financiers lui ont mis au cou [14].

On peut encore observer un autre cas de pression déflationniste extrême en Lettonie, économie située hors de la zone Euro. Depuis l'éclatement de la crise en 2009, le chômage est monté jusqu'à 23%, le PIB a chuté de 25%, les salaires du secteur public ont été réduits de 30% et les ¾ des travailleurs ont subi des baisses de salaire. Dans un climat de fermeture d'écoles et d'hôpitaux, l'émigration est devenue un phénomène massif [15]. Ces scénarios ne laissent aucun doute quant au caractère destructeur généré par le cercle vicieux de l'ajustement.

Inutilité des refinancements de la dette

La politique déflationniste est fréquemment mise en opposition à la poursuite des refinancements des dettes. On plaide pour le soutien du débiteur par de nouvelles émissions de bons, dans l'espoir d'alléger la future charge hypothéquant le pays. Une variante de ce type est promue par les partisans de l'expérience latino-américaine, avec un « Plan Brady européen » d'émission de titres à 20 ans supervisés par la BCE [16].

Bien qu'elles semblent accorder une plus grande attention aux débiteurs, ces initiatives intègrent les mêmes exigences de privatisations et de réduction des dépenses sociales et des pensions. Loin de réduire le corset financier, ces programmes éternisent le tribut que la Grèce doit rendre aux banques.

Il est erroné de supposer que ce refinancement serait plus facilement digéré s'il s'accompagnait de mesures de régulation financière, de contrôle de la spéculation ou d'élimination des paradis fiscaux. La Grèce n'obtiendra aucun répit par la simple réduction des taux d'intérêts si le paiement des créanciers est maintenu. Le dette est tellement colossale que même avec une croissance annuelle soutenue de 8% pendant 20 ans, elle ne parviendrait pas à diminuer son passif aux niveaux des critères fixés par l'Union européenne [17]. L'expérience argentine ne laisse aucun doute quant à l'inutilité des refinancements. En 2001, toutes les variantes qui avaient été tentées dans l'optique de maintenir la convertibilité avaient échoué. En espaçant dans le temps les engagements de remboursement, ces rustines n'ont fait que postposer la déclaration officielle d'insolvabilité. Ce même scénario tend à se reproduire en Grèce [18].

Le refinancement -vanté par les keynésiens - n'est pas antinomique de la déflation, postulée par les orthodoxes néolibéraux. Ce ne sont que deux variantes d'un même soutien aux banques. Tandis que la première option cherche à renforcer les aides afin d'éviter un tsunami de faillites, la seconde alternative se centre sur la dégradation fiscale consécutive à ce sauvetage. Le gouvernement étatsunien s'est trouvé confronté au même dilemme quand il décida de fermer Lehman Brothers et qu'il eut recours, le lendemain, au refinancement limité des entités financières en faillite.

Les politiciens sociaux-démocrates agissent comme les partisans les plus décidés de la poursuite des prêts, face à leurs pairs conservateurs, qui haussent le ton contre la flexibilité du crédit. Les deux postures ne divergent que dans la détermination du moindre mal pour le capitalisme. Dans les périodes de crises aiguës, les sociaux-démocrates cherchent des échappatoires et tentent de masquer leur alignement explicite au côté des banques et contre les peuples. Dans la conjoncture européenne, ce masque est en train de tomber et les attaques brutales contre les travailleurs s'appliquent sans anesthésie.

Trois enseignements

La cessation de paiement de l'Argentine s'est prolongée pendant plus de trois ans. Elle a affecté les créanciers privés, mais pas les organismes multilatéraux (le FMI a obtenu le remboursement anticipé de tous ses prêts). Plusieurs cycles de négociations ont eu lieu avec les détenteurs de titres. En 2005, un échange a eu lieu avec trois taux de décote d'entre 50 et 60% de la valeur originale. Une minorité de créanciers n'a pas accepté cette proposition et a été convoquée à un second échange de titres, qui a récemment abouti.

Le montant total de la dette argentine s'est significativement réduit en comparaison des exportations et du PIB (48% de ce dernier). Les engagements ont été postposés et la moitié du passif

a été libellée en monnaie nationale (avec une part spécifique des obligations dans le service public lui-même [19]).

Ce qui s'est passé en Argentine indique que la suspension de paiement est réalisable et opportune pour les débiteurs poussés à une situation d'asphyxie. La cessation partielle des déboursements a donné un ballon d'oxygène à l'économie nationale, pendant la période critique de récupération qui a suivi le défaut. Ce soulagement a permis de négocier dans de meilleures conditions financières l'échange de la dette. Le résultat de cette opération a dégonflé comme une baudruche tous les cauchemars propagés par les banques afin de terroriser les débiteurs. Le pays ne s'est pas retrouvé « en dehors du monde », il n'a pas perdu de marchés pas plus qu'il ne s'est transformé en « paria de la communauté internationale ». Les biens du pays à l'étranger n'ont pas non plus été confisqués. Toutes les lugubres prédictions agitées frénétiquement par les financiers ont été réduites à néant.

Certes, le peuple argentin a souffert d'une terrible dégradation de son niveau de vie. Mais ces peines avaient précédé le défaut et furent provoquées par les mesures imposées par les banques. La cessation de paiement n'a ajouté aucune souffrance supplémentaire au bain de sang social de cette période.

De nombreux économistes de l'establishment soutiennent que la voie « agressive » suivie par l'Argentine a provoqué plus de malheurs que la voie « amicale » suivie par d'autres nations latino-américaines (comme le Brésil, l'Uruguay ou la Jamaïque [20]). Mais cette affirmation ne repose sur rien. L'Amérique latine est passée par de nombreuses expériences de moratoires et l'Argentine elle-même en a connu plusieurs (par exemple entre 1988 et 1992).

Aucune donnée ne vient en étayer le caractère approprié. La négociation du défaut ou son imposition de facto, ne réduit pas en soi les restrictions supportées par le peuple. L'histoire économique contemporaine enregistre, en outre, une variété innombrable de crises de paiements, avec des processus négociés tout aussi douloureux. Ainsi des cas très documentés (comme l'Allemagne en 1953 ou l'Indonésie en 1971) ont permis d'exiger d'importantes contreparties auprès des créanciers.

Dans les débats sur ces événements, il convient de retenir les trois grandes leçons de l'Argentine pour la Grèce. Cette expérience indiqua, en premier lieu, l'indubitable nécessité de freiner l'hémorragie du débiteur, au travers d'une suspension unilatérale des paiements. Elle clarifia également l'importance de choisir le moment le plus opportun pour cette rupture.

L'Argentine s'est déclarée en défaut de manière volontaire, quand le pays s'est retrouvé sans fonds. La Grèce pourrait imiter cette action avant de perdre toutes ses ressources. Elle a la possibilité d'anticiper et d'agir alors que les créanciers sont confrontés à une forte exposition de titres toxiques qu'ils accumulent dans leurs portefeuilles. Il ne faut pas donner le temps aux financiers de procéder à des échanges de titres.

Il est également indispensable de mettre immédiatement en pratique un audit de la dette. En Argentine, on a beaucoup débattu de cette initiative face aux accusations dûment étayées sur le caractère frauduleux du passif. La dette s'était gonflée avec des engagements inexistantes qui ont financé la fuite des capitaux, avec une spirale des intérêts et une importante absorption de faillites privées de la part de l'Etat.

Ces irrégularités confirmées sont restées impunies. Le lobby des banques a bloqué toutes les tentatives d'enquête et paralysé plusieurs projets parlementaires de révision des passifs. Les conséquences de cette impunité ont été mises en lumière dans tous les débats postérieurs sur la dette. Sur ce terrain, l'Argentine est restée très en arrière par rapport à l'Equateur, qui a mis en

place une Commission d'audit qui a permis de faire la lumière sur bien des choses.

En Grèce, il existe actuellement la possibilité de mener à bien un audit. Cette action permettait d'annuler la portion illégitime des passifs et de faciliter la constitution d'un registre des propriétaires des titres. Cette identification serait indispensable afin de déterminer les droits de recouvrement. Il existe déjà une importante initiative afin de mener à bien cette recherche [21].

La troisième leçon de l'Argentine est la nécessité de nationaliser les banques et d'établir un contrôle total sur les mouvements des devises et des capitaux. Ces mesures devraient être adoptées avant la suspension du paiement de la dette (ou en modifiant le type de change). La Grèce est encore dans les temps pour préserver ses ressources avec de telles mesures.

Certains économistes considèrent qu'il est indispensable de rompre immédiatement avec l'euro. Mais la récupération de la monnaie nationale requiert en premier lieu d'assurer les réserves, en empêchant la fuite frénétique des capitaux qu'accompagnerait un virage économique. Ce n'est qu'en intervenant sur les banques (en les nationalisant) et au travers d'un strict contrôle des changes qu'il serait possible de contrebalancer la perte des devises résultant d'une souveraineté monétaire retrouvée.

En Argentine, ces mesures ne furent pas adoptées et le résultat fut un effondrement chaotique de la convertibilité, au milieu de l'inflation et de l'appauvrissement de la population. Au lieu d'exproprier les banques, on escroqua les épargnants et on dilapida d'énormes fonds (équivalents à 12 ou 14 points de pourcentage du PIB) en secourant les financiers.

Il ne fait pas de doute que la moindre politique radicale qui s'oppose aux créanciers engendrera des coûts et entraînera des risques. Dans le cas grec, il est vital de prendre en considération la manière dont on résoudra les importations, le maintien de l'industrie du tourisme et la préservation de l'activité maritime.

Mais il faut faire face à cette évaluation des risques sans oublier que le maintien du paiement de la dette augure un horizon de souffrances bien plus graves. Certains économistes omettent d'évaluer les conditions nécessaires pour opter pour l'une ou l'autre voie économique. Ils conseillent de dévaluer et de sortir de l'euro, sans mentionner la protection des réserves et la nécessaire conversion des banques en entités publiques. Cette attitude revient à prôner un remède pire que le mal. Il suffit d'observer ce qui se passe déjà dans les pays qui appliquent des politiques capitalistes en dehors de l'euro zone. L'Argentine constitue une bonne référence pour analyser ce qui peut se faire et ce qu'il est nécessaire d'éviter, afin de reconstruire l'économie grecque.

Les chemins de la relance

Après avoir touché le fond, l'économie argentine a commencé un processus de croissance soutenue. Cette remise à flot s'appuie sur l'élargissement des exportations et la restauration de la consommation interne. La fracture sociale de la demande, l'inflation élevée, la fuite continue des capitaux et la faiblesse des investissements handicapent cette récupération et posent de sérieuses questions quant à sa consistance.

Mais il est hors de doute que l'ère « post-défaut » s'est conclue par un cycle de réanimation, qui amène de nombreux économistes à présenter le pays comme un modèle à suivre pour les nations de la périphérie européenne.

Dans cette modélisation, on tend à oublier que la récupération argentine obéit à trois raisons

spécifiques : la restauration du taux de profit, la valorisation internationale des exportations et une plus grande marge de manœuvre afin d'appliquer des politiques économiques expansives.

Le premier facteur déterminant est apparu au terme d'un ajustement brutal généré par la méga-dévaluation. Cette opération chirurgicale a assaini les capitaux, déprécié les salaires et, comme cela se produit dans certaines conjonctures du cycle capitaliste, a facilité la recomposition du profit. Ce rebond s'est consolidé par la réaction du marché international. Une économie partiellement autonome des flux internationaux du capital peut maintenir une certaine déconnexion avec le financement international. Le cinquième exportateur mondial d'aliments a, en outre, bénéficié de prix internationaux plus avantageux que dans le passé pour le commerce du soja. L'Argentine s'est transformée en fournisseur privilégié des économies asiatiques émergentes, tandis qu'elle multipliait ses échanges avec le Brésil et diversifiait son commerce. Une grande partie des énormes rentes captées par l'Etat au cours de ces dernières années ont été utilisées pour réanimer la demande interne. On substitua ainsi le faible investissement privé et on tenta un schéma néo-développementiste privilégiant l'industrie au détriment de la valorisation financière [22].

Si la Grèce suit le chemin d'une cessation de paiement, la même trajectoire va-t-elle se répéter ? Il est évident que cette économie méditerranéenne n'a pas de ressources naturelles importantes, ni le même type d'insertion dans le marché mondial qui ont permis la récupération argentine. Mais personne n'imaginait il y a dix ans que l'économie argentine entamerait une phase ascendante après le défaut. On supposait au contraire que cet épisode provoquerait un effondrement apocalyptique. Il est plutôt confirmé que les va et viens de la conjoncture internationale sont relativement imprévisibles et n'offrent pas d'arguments définitifs pour opter pour l'une ou l'autre politique économique.

Il est évident ensuite que la Grèce est plus connectée au cours général de l'Europe que l'Argentine au devenir de l'Amérique latine. La première région opère comme un moteur autosuffisant tandis que la seconde maintient ses liens traditionnels avec les principaux centres de l'économie globale. Du fait de cette connexion élevée avec ses partenaires européens, la Grèce a besoin de compléter un éventuel moratoire de la dette avec des actions régionales collectives. Le succès d'une politique radicale en la matière exigerait de mesures communes avec ses voisins de la périphérie européenne. La bataille contre les créanciers nécessiterait une collaboration étroite avec le Portugal, l'Irlande, l'Islande et d'autres pays pénalisés par les banques.

Au cours de la dernière décennie, ce type d'initiatives communes s'est discuté en Amérique latine, à l'aune de la proposition visant à créer un « club des débiteurs ». La proposition consistait à forger un bloc des pays les plus touchés afin de faire plier le pouvoir des financiers. Mais en 2001, cette campagne avait perdu de son impulsion et il prédominait au contraire une grande dispersion des nations frappées par le pillage de la dette. La situation européenne actuelle diffère de cette période latino-américaine par le haut degré de coopération communautaire existant sur le Vieux Continent [23].

Une autre différence importante est l'inexistence d'une frontière nette entre les situations d'effondrement dans les pays de la périphérie et les conjonctures de prospérité dans les pays du centre européen. Les économies intermédiaires de l'Espagne ou de l'Italie commencent ainsi à souffrir de la même menace qui affecte la Grèce ou l'Irlande. Pour cette raison, la principale crainte du moment est une extension éventuelle de la crise à d'autres pays. Dans ce cadre, la lutte pour associer les débiteurs se présente sous d'autres formes.

Mais ces caractéristiques ne pourront jouer un rôle que si un quelconque pays se dresse face aux banques et propose la constitution d'un réseau de solidarité. La Grèce réunit de nombreuses conditions pour diriger un tel processus. Seul un moratoire unilatéral ouvrirait la possibilité de

négozier avec les banques, sans affecter le niveau de vie de la population. Pour établir une limite stricte aux paiements, engager des politiques d'investissements dans les secteurs sociaux et reconstruire le pouvoir d'achat de la population, il faut mettre en pratique des mesures plus audacieuses que celles adoptées par l'Argentine il y a dix ans.

Le même soulèvement

La principale analogie entre la Grèce et l'Argentine se vérifie sur le terrain de l'insubordination populaire. Ces deux pays ont une riche histoire de luttes sociales. Le soulèvement de décembre 2001 était l'héritier du « Cordobazo » (1969), de la grève générale de 1975, des grèves contre l'inflation (années 1980) et des mobilisations contre le chômage (décennie 1990).

Dans les batailles livrées par le peuple grec est présent l'héritage de la guerre civile (1944-1949), la résistance contre la dictature (1973) et les luttes de la jeunesse (2008) [24]. Après 11 arrêts généralisés du travail et d'innombrables manifestations, on observe ces dernières semaines une nouvelle irruption des masses. Les occupations de places, les affrontements avec la police et les débordements des directions syndicales se multiplient.

Comme il y a dix ans à Buenos Aires, les activistes d'Athènes organisent des campements, résistent aux expulsions et organisent des assemblées populaires. La jeunesse converge avec les travailleurs, forgeant la même union qui se déroula en Amérique du Sud, les blocages de rues des chômeurs se joignant aux « casserolades » de la classe moyenne.

Mêmes les slogans se ressemblent (« dehors les voleurs ») ou les revendications (« nous ne devons rien, nous ne payerons rien, nous ne vendons rien ») et il existe un même rejet des marchandages occultes entre les partis au pouvoir et l'opposition conservatrice.

Le réveil populaire en Argentine a surgi quand les illusions néolibérales, qui prédisaient « l'entrée dans le premier monde », se sont effondrées. La même haine a éclaté parmi les Grecs, avec la fin des attentes créées par l'adhésion à l'Union européenne.

Tous les observateurs s'accordent sur le fait que la crise a déjà complètement débordé de la sphère financière et qu'elle se répand dans les rues [25]. Il y a dix ans, la rébellion argentine avait freiné les mesures d'ajustement, fait avorter le programme déflationniste et bloqué la dollarisation. Elle força également l'introduction d'un projet politique qui combinait la restauration du pouvoir des dominants avec l'octroi de concessions démocratiques et sociales. Le soulèvement confirma l'utilité de la lutte afin d'inverser des rapports de force défavorables, donner de la légitimité aux mouvements sociaux et légaliser les grèves. Il permit de freiner la répression brutale (qui persiste en Colombie ou au Mexique) et contrebalança la résignation dans les mouvements sociaux (que l'on observe en Uruguay ou au Brésil).

Mais la rébellion argentine resta au milieu du gué car elle n'a pas expulsé les politiciens corrompus ni éradiqué le poids du bipartisme. Elle n'empêcha pas non plus l'enrichissement des mêmes capitalistes qui profitèrent de la convertibilité. Mais elle conditionna toute la politique étrangère et elle influença une gestion de la dette qui limita les appétits des créanciers.

Il est important de tenir compte de ces résultats au moment d'établir des comparaisons internationales [26]. La bataille populaire qui se livre actuellement en Grèce présente un caractère plus continental. La rébellion argentine a fait partie d'un cycle de luttes sud-américain, mais elle n'éclata pas au même moment que les soulèvements au Venezuela, en Equateur ou en Bolivie. Les mobilisations grecques coïncident par contre avec la crise générale du Vieux Continent, qui tend à

provoquer des réactions simultanées dans plusieurs points de cette région. Ces réponses commencent à rompre l'isolement des résistances nationales et permettraient de surmonter la perplexité qui a prévalu au début de la récession.

La généralisation de l'action populaire est le meilleur antidote contre la passivité alimentée par la social-démocratie et contre les campagnes racistes promues par la droite. La récente protestation des indignés espagnols peut marquer un tournant dans ce sens. Le mouvement gagne en massivité à mesure que ses revendications politiques (« démocratie réelle ») et économiques (en finir avec le sauvetage des banques) conquièrent une plus grande légitimité et soutien [27].

La présence dominante de la jeunesse dans ces mouvements - et l'utilisation novatrice des réseaux sociaux comme instruments d'information alternative - encourage la contagion continentale. Cette généralisation peut répéter l'effet domino qui caractérise les soulèvements dans le monde arabe. L'étincelle de la jeunesse réchauffe en outre les énergies des travailleurs, tant dans les pays qui maintiennent un haut niveau de mobilisations sociales (France), que dans les pays qui ont souffert un recul prolongé (Grande-Bretagne).

Si la confiance envers la résistance réapparaît, on pourra envisager la manière de généraliser la bataille contre les créanciers, comme cela a déjà commencé dans certains pays, comme l'Islande. En résumé, la flamme allumée par les Grecs s'étend en Europe et son impact déterminera qui payera les conséquences de la crise. Ce processus est suivi avec une énorme attention en Amérique latine. Très peu de nouvelles sont attendues avec autant d'espoir que celle d'une victoire populaire en Europe.

Claudio Katz

P.-S.

* Traduction : Virginie de Romanet et Ataulfo Riera. www.lcr-lagauche.be/

* Claudio Katz est économiste, chercheur et professeur. Il est membre du collectif des Economistes de gauche en Argentine (EDI). Sa page web est www.lahaine.org/katz

Notes

[1] Coalition de plusieurs partis centristes dont l'Unión cívica radical (UCR), principal parti du pays avec le parti justicialiste (peroniste dont faisait partie Menem) (NdT).

[2] En décembre 2000, le ministre de l'Économie a négocié un paquet de sauvetage de 40 milliards de dollars qui postposait le paiement du capital et des intérêts dans le but d'alléger la situation financière de l'État et de récupérer la confiance. Ce mécanisme étant connu comme « blindaje » (NdT).

[3] L'opération dite de mega-canje (méga-échange) a également visé à postposer les échéances de certaines dettes qui arrivaient à maturité en 2001 et 2005 à la période courant entre 2006 et 2031, cela contre une augmentation très conséquente des taux d'intérêt (NdT).

- [4] Une description détaillée de cette conjoncture se trouve dans les Economistes de Gauche « Propuestas socialistas para superar la crisis nacional », juillet 2002, Ediciones Herramientas. Economistas de Izquierda, « Propuestas de reconstrucción popular de la economía », novembre 2002.
- [5] Blejer Mario, “Una quita mayor que la Argentina”, La Nación, 10-7-2011.
- [6] Les économistes de l’establishment argentin comme Redrado Martin, Prat Gay Alfonso, Marx Daniel mettent en avant cette asymétrie, “Lo que Grecia puede aprender de Argentina, La Nación, 6-7-2011.
- [7] Voir Eric Toussaint, [Huit propositions urgentes pour une autre Europe](#), ESSF (article 20974).
- [8] Lors du point culminant de l’effondrement de 2001, les banques se sont vues affectées par un retrait massif de fonds, ce à quoi le gouvernement a répondu en confisquant les sommes déposées par les petits épargnants.
- [9] Voir Jorge Oviedo, “En el caso griego la solución argentina sería una catástrofe”, La Nación, 24-6-2011. “El default argentino, eje de un debate con Krugman”, La Nación, 24-6-2011. Voir aussi Machinea José Luis, “Actuar antes que sea tarde”, La Nación, 20-7-2011.
- [10] Les pays industrialisés avancés.
- [11] Vicenc Navarro présente dans cet article une comparaison édifiante, “Qué pasa en Irlanda y los otros PIGS”, Revista Digital Sistema, 26-11-2010.
- [12] Constantinos Lapavitsas, “Grecia se parece cada vez más a la Argentina”, www.socialismo-o-barbarie.org, 1-7-2011, “Callejón sin salida”, Página 12, 12-6-2011.
- [13] Le modèle irlandais a également été revendiqué en Argentine au cours des années 1990. Voir une critique dans Rubén Telechea, “Imitemos el milagro irlandés”, Pagina12, 10-1-2001.
- [14] Une analyse sur : Bloco de Izquierda, “Sobre a crise e os meios da a vencer”, 23 mai 2010.
- [15] Voir Michel Hudson, “Huelgas contra un golpe de estado financiero”, Sin Permiso, 10-10-2010.
- [16] Jacques Attali, « La solución es un tesoro europeo », Clarín, 17.12.2011. Nouriel Roubini, Stephen Mihm, « Los rescates no impedirán cuatro defaults europeos », La Nación, 29.05.2011.
- [17] Les propositions de refinancement dans : Sami Nair, « Para Onde vai a Europa », El País 16.12.2011 y Paul Krugman, « El fantasma de Argentina en la crisis europea », La Nación, 13-1-2011. Le calculs de la gravité de l’endettement dans : Xavier Vidal Folch, « Los mitos se derrumban », El País, 22-7-2011.
- [18] Une analogie dans : Mario Rapaport, « Grecia en el espejo argentino », Página 12, 30.05.2010.
- [19] Eduardo Lucita, « Ciclos de acumulación y dinámica de la deuda », Séminaire du CADTM-AYNA : « Propuestas soberanas y alternativas sociales frente a la deuda », Buenos Aires, 16.17.09.2010.

[20] Bob Davis, « Las lecciones que Europa puede aprender de América Latina », La Nación, 06.12.2010.

[21] Voir Yorgos Mitralias, « [Révolte populaire de masse en Grèce](#) », ESSF (article 21871).

[22] Claudio Katz, « Los nuevos desequilibrios de la economía argentina », Annuaire EDI, n°5, septembre 2010. Nous avons établi une première comparaison avec le cas grec dans Claudio Katz, « Grecia 2010, Argentina 2001 », 21.10.2010, www.combate.info

[23] Ce contexte est souligné par Mark Weisbrot, « Euro, el fin de un sueño », Página 12.

[24] Stasis Kuvelakis, « La caldera griega », www.vientosur.info/ , 22/06.2011.

[25] Dani Rodrik, « La duda es si Grecia evitará la senda argentina », La Nación, 19.06.2011, Timothy Garton Ash, « La claves es Alemania », El País, 20.06.2011. Thomas Friedman, « El choque de generaciones », La Nación, 18.07.2011.

[26] Claudio Katz, « De la rebelión popular al nacimiento de la nueva izquierda », Troisième forum national d'éducation pour le changement social, Buenos Aires, 3 juin 2011.

[27] Josep María Antentas, Esther Vivas, « [Manifestations du 19 Juin dans l'Etat espagnol : Indignation massive !](#) », ESSF (article 22024).